

## Concilier neutralité carbone, indépendance nationale, relocalisation et pouvoir d'achat

L'énergie est le cœur battant de notre économie. Toute l'aventure humaine est une quête pour la maîtrise des ressources naturelles et des lois de la physique qui lui permettent de prospérer.

L'ensemble des révolutions productives de l'humanité sont fondées sur la maîtrise d'une ou plusieurs formes d'énergie nouvelle. Ces acquis technologiques se sont cumulés bien plus qu'ils ne se sont remplacés pour une raison simple : l'humanité a toujours besoin de plus d'énergie pour améliorer ses conditions de vie, soulager la dureté du travail, conquérir des territoires, y compris la mer et l'espace.

Les perspectives énergétiques dictent le modèle de société et nos modes de vie bien plus que l'inverse. Cantonnée au bois, aux forces du vent, de l'eau et du soleil, l'humanité n'a connu quasiment aucune croissance économique pendant des millénaires. Maîtrisant le charbon, le pétrole, le gaz puis l'atome, la prospérité a transformé nos civilisations.

Abondantes pendant quelques décennies, l'énergie et les ressources naturelles sont à nouveau restreintes. Quand apparaissent les pénuries, les injustices éclatent au grand jour au sein des peuples et les tensions entre les Etats se multiplient pour le contrôle des richesses.

Attachés autant à l'indépendance nationale, à la justice sociale et à la conservation de notre environnement, nous avons toujours lié l'urgence climatique à la remise en cause du mondialisme au profit du localisme (relocalisation industrielle, circuits courts...) et à l'investissement dans de réelles ruptures technologiques, seuls moyens d'atteindre réellement la neutralité carbone en 2050 et respecter les objectifs du Traité de Paris.

Le projet politique de Marine Le Pen est le plus cohérent avec la sortie des énergies fossiles puisque toute dépendance à ces importations nous est insupportable comme le démontre les moyens de pression dont dispose la Russie contre l'Europe. Nous combattons aussi les inégalités sociales créées par cette facture énergétique insupportable. A ce titre, le choix d'une fiscalité considérable sur les énergies fossiles, aggravée par Emmanuel Macron, est une aberration sociale indécente faite au nom de l'écologie alors qu'il ne s'agit que de remplir les caisses de l'Etat.

A ce titre, nos sommes en total désaccord avec la culpabilisation des citoyens qui, dans leur écrasante majorité, tente de s'en sortir face à une pauvreté énergétique qui s'installe. Nous pensons que la lutte contre le réchauffement passe par la responsabilisation des dirigeants qui doivent mettre en place des systèmes vertueux, non punir leurs administrés.

Nous constatons que l'échec passé et actuel des engagements internationaux pour baisser réellement les GES a été causé par cette erreur d'appréciation, soit naïf, soit malhonnête. Nous pensons au contraire que l'enjeu climatique impose que les nations prennent des décisions de rupture contre le système mondialisé absurde de production et d'échange tout en investissant massivement dans les technologies capables d'assurer une hausse durable du niveau de vie.

Etant responsable de 1 à 2% des émissions de GES mondiales, la France est déjà en avance sur la quasi-totalité des économies développées grâce à son parc électrique bas-carbone. Elle ne fera pas beaucoup avancer la cause climatique en consacrant ses moyens à la décroissance et à la baisse du niveau de vie. Elle peut en revanche apporter des révolutions technologiques qui rendraient possible une prospérité durable, économe en ressources et généralisable au reste du monde.

Depuis 50 ans, deux paris technologiques ont été éprouvés. D'une part, le choix français de porter à 75% de nucléaire son mix électrique, complété par 15% d'hydroélectricité. Un succès écologique et économique, garant d'une croissance économique peu intensive en carbone. De l'autre, la politique allemande, gaspillant 500 milliards d'euros, ou les ENRi français avec 150 milliards d'euros pour au final, créer un système dépendant du charbon et du gaz, instable et coûteux.

Il ne s'agit pas de condamner tout emploi de l'éolien ou du solaire, qui peuvent être adapté à certains pays et certains besoins, en particulier dans les pays n'étant pas en mesure d'avoir un programme nucléaire. Néanmoins, croire que l'on peut généraliser les ENRi alors qu'elles demandent un nombre de ressources et métaux considérables, sans parler de l'espace occupé, est une chimère dangereuse qui va nous entraîner vers un échec certain tout en ruinant les populations.

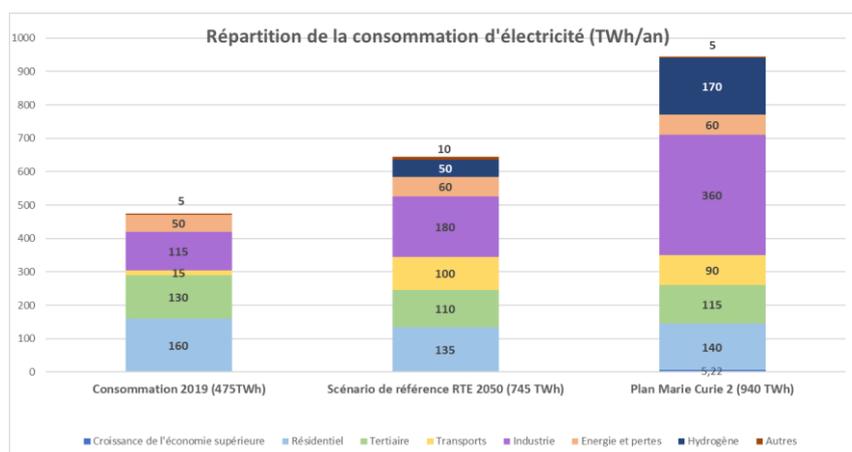
Jamais l'économie mondiale ne pourra reposer sur du 100% ENR d'ici 2050. Face à l'urgence climatique, l'humanité n'a plus de temps à perdre dans des « paris » technologiques et anthropologiques hasardeux, dont l'échec entraînerait une catastrophe climatique et humanitaire.

Aussi, notre conviction est très claire : les pays disposant d'un savoir-faire nucléaire doivent relancer massivement leurs programmes, y compris en accélérant la recherche dans les nouvelles générations. Le développement des ENRI doit être prioriser vers les pays ne disposant ni de potentiel hydroélectrique ou géothermique, ni de programme nucléaire crédible.

Notre stratégie repose sur trois axes :

- Produire massivement de l'électricité pilotable et bas carbone ainsi que des bio-énergies.
- Relocaliser et décarboner l'industrie
- Electrifier les usages

Pour la consommation estimée d'énergie d'ici 2050, nous retenons des hypothèses moins optimistes que RTE sur les secteurs résidentiels et tertiaires, car toute surestimation des économies peut entraîner un sous-dimensionnement catastrophique du parc électrique. Néanmoins, nous estimons de bonne politique de prévoir des marges de manœuvre supérieur en cas de moindre baisse de consommation de ces secteurs, tout comme d'ailleurs, le transport.



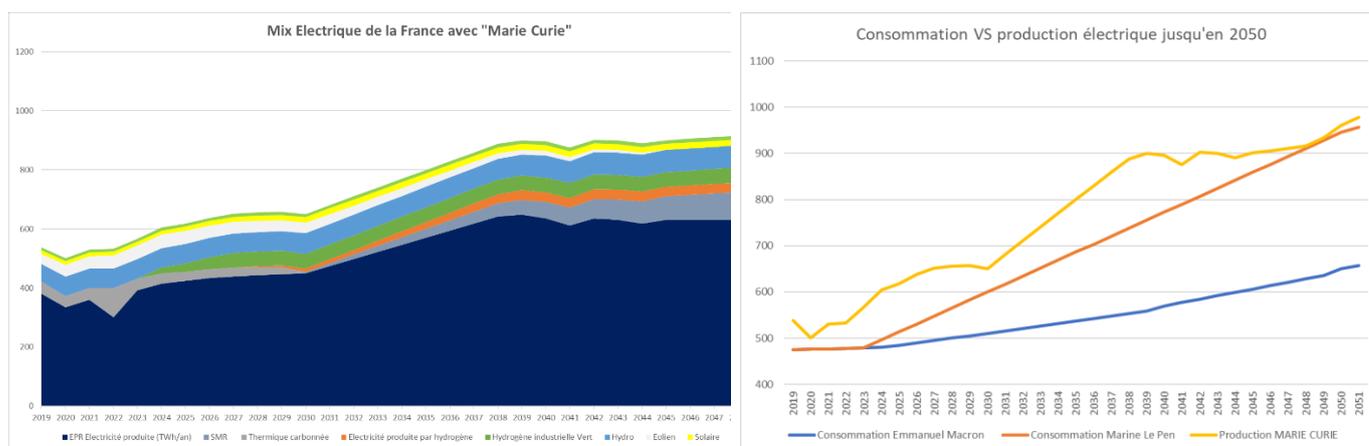
Nous prévoyons de réindustrialiser massivement notre pays, en repassant la part d'industrie française dans le PIB de 10 à 20%, soit un besoin de 250 TWh d'électricité supplémentaire. Nous prévoyons aussi une place considérable pour l'hydrogène, soit 170TWh, à la fois pour l'industrie, l'équilibre du réseau électrique et une part du transport. Au total, nous prévoyons une consommation d'énergie électrique de 600 TWh en 2030, 770 TWh en 2040 et 940 TWh en 2050.

Ce plan a été conçu avec des experts de la filière nucléaire. Contrairement à la propagande du gouvernement relayée, hélas, par RTE, jamais les acteurs de la filière n'ont prétendu ne pouvoir

sortir que 14 réacteurs EPR2 d'ici 2050. La France a réussi le plan Messmer sans aucune expérience, elle peut bien sûr le faire à nouveau avec un plan « Messmer 2 » que nous appellerons « Marie Curie » pour peu qu'on lui en donne les moyens.

Tout d'abord, nous rouvrirons Fessenheim, puis prolongeront les réacteurs jusqu'à 60 ans. Dès 2022, 5 paires d'EPR seront lancées pour une livraison à partir de 2031, et 5 paires d'EPR2 pour une livraison à partir de 2036. Ce programme sera complété par l'installation de SMR à partir de 2031. A partir de 2040, 1600 MW de puissance nucléaire moyenne devra être installés par an jusqu'en 2060. Le projet Astrid sera relancé avec pour objectif un prototype industriel pour 2030.

Nous renforçons la production hydro-électrique (petit hydro, nouveaux STEPs) tout en encourageant la géothermie. Nous maintiendrons une production photovoltaïque sur les territoires ultra-marins. Tous les projets éoliens en cours et les subventions seront stoppés. Les machines seront progressivement démantelées, à la charge des installateurs.



Ce plan vise à réindustrialiser la France en revenant à 20% de production industrielle dans notre PIB en 2050, soit le niveau des années 1990 ou le niveau de l'Allemagne ou de l'Italie.

La France s'engagera sur la révolution hydrogène, seule voie crédible pour s'affranchir des énergies fossiles sans atteindre notre niveau de vie. Cet hydrogène ira, par priorité, à l'industrie, à l'équilibre du réseau électrique, puis aux transports non-électrifiables.

En profitant des visites décennales des centrales nucléaires et des nouveaux réacteurs, nous étudierons le déploiement de la cogénération nucléaire, une ressource de chaleur considérable pour l'industrie et le chauffage urbain.

Pour les rénovations tertiaires et de l'habitat, nous partageons les objectifs et moyens du PTEF. Nous privilégierons les pompes à chaleur, sous réserve de la création d'une véritable filière française. Nous mettrons en place des outils de financement innovant pour aider les ménages modestes à rénover leur logement et leur chauffage.

Pour le transport, nous souhaitons ralentir la substitution de la thermique par le tout électrique, notamment en autorisant les hybrides et en encourageant l'hydrogène. La généralisation des batteries lithium, sous réserve de rupture technologique, nous paraît une nouvelle impasse qui n'a pas été assez réfléchi. Toutes les formes de mobilité doivent être encouragées mais la voiture individuelle restera un acquis de la modernité et une liberté.

Enfin, il faut insérer l'agriculture dans la relocalisation industrielle et la décarbonation. Certaines cultures peuvent jouer un rôle fondamental dans la chimie verte et les bioénergies. Néanmoins, les terres arables doivent prioritairement être utilisées à nourrir la France et, sans doute, le reste du monde pour éviter des crises humanitaires et migratoires.

*Après avoir résumé sa vision et ses grands projets, voici les précisions techniques qui permettent d'atteindre la neutralité carbone en 2050, l'indépendance et le pouvoir d'achat.*

- 1) Méthode : la France incitera les pays à s'engager sur des réductions de GES à court-terme plutôt que des effets d'annonce à long terme pour faire oublier des lâchetés immédiates.
- 2) Financement : ni l'Etat ni le marché ne peuvent assurer seuls les investissements nécessaires à la transition. Marine Le Pen propose un Fond souverain Français qui mobilisera 100 €Mds/an de l'épargne des Français pour financer les infrastructures (train, réseaux d'eau et d'énergie), la réindustrialisation, le programme *Marie Curie*, les produits financiers pour la rénover des logements et l'électrifier les transports, l'innovation agricole, etc.
- 3) Empreinte carbone : le HCC a démontré que l'empreinte de la France était majoritairement due à ses importations, véritable délocalisation des GES. La réindustrialisation est impérative pour la neutralité carbone. Nous sommes les seuls à viser 20% d'industrie dans le PIB en 2050, soit 500 milliards d'euros de valeur ajoutée couvrant nos importations.
- 4) Industrie : notre politique de décarbonation de l'industrie sera la plus rapide avec un soutien massif à l'électrification mais aussi le développement d'un million de tonnes d'hydrogène vert avant 2030, notamment avec une usine pilote près de Gravelines.

Ce plan implique aussi la fin de l'obsolescence programmée et l'amélioration du recyclage.

- 5) Le plan de « démétropolisation » jouera un rôle majeur dans la décarbonation en rééquilibrant le territoire. Les réseaux seront désengorgés, les embouteillages diminués, les trajets travail-domicile raccourcis, le localisme priorisé. Pour rénover l'habitat ancien délaissé et stopper l'artificialisation des sols : l'Etat achètera puis cèdera pour 0€ des logements vacants en échange de sa réhabilitation et de son isolation.
- 6) Logement : si nous partageons les objectifs ambitieux de rénovation, il faut un plan de formation et de valorisation des métiers du bâtiment pour mener à bien ces chantiers.

Les moyens prévus pour l'éolien en mer seront transférés vers l'équipement en pompes à chaleur, en priorité pour les logements chauffés au fioul. En habitat concentré, nous croyons beaucoup à la cogénération nucléaire d'ici une décennie, en complément de l'électrification.

- 7) Transport : Priorité au « train du quotidien, y compris leur sécurisation face à la violence et aux incivilités. Les jeunes jusqu'à 30 ans pourront aussi un accès gratuit aux heures creuses.

Nous proposerons un prêt à 0% pour un boîtier éthanol, en ayant conscience des limites des biocarburants sauf percée technologique. Nous soutiendrons les collectivités locales pour faciliter les mobilités douces, sous réserve qu'elles ne mènent pas des politiques discriminantes comme les ZFE. Nous aiderons les ménages modestes et moyens à acquérir une voiture soit électrique, soit hybride, soit hydrogène afin d'éviter les trappes à pauvreté.

L'hydrogène sera priorisé vers l'avion, en encourageant les progrès rapides d'Airbus et de Safran. L'hydrogène sera aussi privilégié pour le transport de marchandise en camion.

Un effort de recherche considérable sera fait pour trouver des alternatives à la batterie lithium et aux matériaux utilisés pour la pile à combustible.

8) Agriculture, Forêt, Mers : grandes priorités nationales pour valoriser ces ressources économiques et ces acteurs majeurs de la transition climatique. Pour ces trois domaines, un travail main dans la main entre les professionnels, les techniciens et les scientifiques permettra des résultats considérables aussi bien en ressources durables qu'en puits de carbone.